

activement cette aide pécuniaire pour l'aéroport de Digby qui est situé dans sa circonscription.

2 a) et b) Il n'y a pas de politique générale à cet effet.

LE TRANSFERT DU BUREAU DE PARCS CANADA DE CORNWALL À GUELPH

Question n° 2891—**M. Cossitt:**

1. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a-t-il autorisé le député de Wellington à annoncer, le 30 juin 1975, le transfert du bureau régional de Parcs Canada de Cornwall à Guelph, dans la circonscription de Wellington, et, dans l'affirmative, pourquoi?

2. Le gouvernement a-t-il adopté comme politique de faire annoncer par les députés les subventions accordées, les projets de travaux et autres et, dans l'affirmative, a) cette politique s'applique-t-elle également à tous les députés, b) pourquoi cette déclaration a-t-elle été faite par le député de Wellington?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Les ministères des Affaires indiennes et du Nord canadien et des Travaux publics m'informent comme suit: 1. Oui, parce que le nouvel endroit se trouve dans la circonscription du député de Wellington.

2. Il n'y a pas de politique générale à cet effet.

LA PULVÉRISATION CONTRE LA TORDEUSE DES BOURGEONS DE L'ÉPINETTE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Question n° 2962—**M. Corbin:**

La province du Nouveau-Brunswick a-t-elle demandé une aide financière au gouvernement à l'égard de la pulvérisation contre la tordeuse des bourgeons d'épinette en a) 1975, b) 1974, c) 1973, d) 1972, e) 1971, f) 1970, g) 1976 et, dans l'affirmative, quelle a été la réaction de celui-ci dans chaque cas?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): En ce qui concerne le ministère de l'Environnement: a) Oui—aucune aide n'est fournie; b) Oui—une aide a été fournie; c) Oui—une aide a été fournie; d) Non; e) Non; f) Non; g) Non; En ce qui concerne le ministère de l'Expansion économique régionale: a) Oui, le ministère de l'Expansion économique régionale a accédé à une demande d'aide du gouvernement du Nouveau-Brunswick en vue d'entreprendre des programmes expérimentaux de lutte contre la tordeuse des bourgeons. Le ministère fournira \$60,000 pour des études sur l'influence des vents et \$40,000 pour des études ayant trait à la pulvérisation d'insecticides contre la tordeuse adulte des bourgeons. b) Oui. A la demande de la province, le MEER a consacré \$480,000 à un programme expérimental de pulvérisation contre la tordeuse adulte. c) Non; d) Non; e) Non; f) Non; g) Non.

LE COÛT DES MESURES DE SÉCURITÉ

Question n° 2981—**M. Clark (Rocky Mountain):**

Par ministère et organisme, quelle somme a été affectée, a) directement à des activités de sécurité et d'information, b) pour financer toute participation d'un groupe ou d'un particulier à une activité de sécurité ou d'information, au cours des années financières (i) 1970-1971 (ii) 1971-1972 (iii) 1972-1973 (iv) 1973-1974 (v) 1974-1975 (vi) 1975-1976?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Il n'est pas considéré d'intérêt public de fournir des renseignements détaillés sur les mesures de sécurité.

M. PHILIPPE DE GASPÉ BEAUBIEN

Question n° 3009—**M. Huntington:**

Depuis 1968, le président de Télémedia (Québec) Ltée, M. Phillip de Gaspé Beaubien, a-t-il été ou est-il membre, agent, administrateur ou,

Questions au Feuilleton

d'une façon ou d'une autre, mêlé aux activités a) d'une société de la Couronne, b) du gouvernement, c) d'un ministère, organisme, commission consultative, conseil ou comité et, dans l'affirmative, (i) de quel poste s'agit-il (ii) au service de quel ministère, société, organisme, commission consultative, conseil ou comité (iii) entre quelles dates (iv) le poste a-t-il été obtenu par voie de nomination, concours, promotion ou par l'entremise d'une agence de personnel (v) s'il s'agit d'une nomination, par qui ou en vertu de quel pouvoir a-t-elle été accordée?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): En ce qui concerne le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: a) Sans objet; b) Sans objet; c) Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur: (i) Président; (ii) Conseil consultatif national de la Santé et du sport amateur; (iii) de janvier 1969 jusqu'à maintenant; (iv) Nomination; (v) Gouverneur en conseil (Décret, Conseil Privé 1969-12/531 en date du 18 mars 1969). M. de Gaspé Beaudien a été nommé administrateur de la Corporation de développement du Canada par le gouverneur-général en conseil (cf les articles 4 et 5 de la loi sur la Corporation de développement du Canada). En ce qui concerne le Conseil national de l'esthétique industrielle: a) Sans objet; b) Sans objet; c) Conseil national de l'esthétique industrielle: (i) membre du Conseil national de l'esthétique industrielle; (ii) Conseil national de l'esthétique industrielle; (iii) le 29 mai 1968 au 29 mai 1971; (iv) Il fut nommé membre du Conseil national de l'esthétique industrielle par le gouverneur-général en conseil; (v) Voir n° (iv).

LES RAPPORTS ENTRE CERTAINES PERSONNES ET LES ORGANISMES DE L'ÉTAT

Question n° 3017—**M. Huntington:**

Depuis 1968, un administrateur de Power Corporation of Canada Ltd., M. Jean-Paul Gignac, a-t-il été ou est-il membre, agent, administrateur ou, d'une façon ou d'une autre, mêlé aux activités a) d'une société de la Couronne, b) du gouvernement, c) d'un ministère, organisme, commission consultative, conseil ou comité et, dans l'affirmative, (i) de quel poste s'agit-il (ii) au service de quel ministère, société, organisme, commission consultative, conseil ou comité (iii) entre quelles dates (iv) le poste a-t-il été obtenu par voie de nomination, concours, promotion ou par l'entremise d'une agence de personnel (v) s'il s'agit d'une nomination, par qui ou en vertu de quel pouvoir a-t-elle été accordée?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): M. Jean-Paul Gignac a été membre du Conseil national de recherches du Canada du 22 mai 1969 au 31 mars 1972, poste auquel il avait été nommé par décret du gouverneur-général en conseil (C.P. 1969-1056, en date du 22 mai 1969).

L'HONORABLE JEAN-LUC PEPIN

Question n° 3024—**M. Huntington:**

Depuis 1968, l'honorable Jean-Luc Pepin de Power Corporation of Canada Ltd., a-t-il été ou est-il membre, agent, administrateur ou, d'une façon ou d'une autre, mêlé aux activités a) d'une société de la Couronne, b) du gouvernement, c) d'un ministère, organisme, commission consultative, conseil ou comité et, dans l'affirmative, (i) de quel poste s'agit-il (ii) au service de quel ministère, société, organisme, commission consultative, conseil ou comité (iii) entre quelles dates (iv) le poste a-t-il été obtenu par voie de nomination, concours, promotion ou par l'entremise d'une agence de personnel (v) s'il s'agit d'une nomination, par qui ou en vertu de quel pouvoir a-t-elle été accordée?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): En ce qui concerne le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources: a), b) et c) Oui. (i) Ministre; (ii) Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources; L'Énergie atomique du Canada Ltée; Société de développement du Cap-Breton; Société d'exploitation minière et d'affinage Eldorado Ltée (La raison sociale de la société en est devenue, le 6 juin 1968, Eldorado nucléaire Limitée); Commission